

du 17 septembre
au 30 novembre 2009

L'injustice *Triumph*

En temps de récession économique, on le sait, les entreprises restructurent, licencient et repensent leurs investissements. Ce que l'on sait moins, c'est que certaines multinationales tentent d'utiliser la crise pour se débarrasser de syndicats "gênants" sur leurs lieux de production. La firme allemande *Triumph* invoque ainsi la récession économique comme raison pour fermer une usine thaïlandaise et licencier la moitié des employés d'une seconde, où des syndicats étaient implantés. Pourtant, au même moment, les effectifs d'autres usines sous-traitantes de cette marque augmentent. Le tout dans un contexte de répression anti-syndicale : alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre cette décision devant le parlement thaïlandais, les ouvriers de ces usines ont été réprimés de manière violente par les forces de police, et trois représentants syndicaux sont aujourd'hui menacés d'arrestation.



« Inspirés par l'héritage familial, nous respectons les normes éthiques et sociales les plus élevées (...) »⁽¹⁾. Tel est l'engagement public de *Triumph*, multinationale de lingerie fondée en Allemagne il y a plus de 120 ans. Avec un chiffre d'affaires de près de 2,5 milliards de francs suisses en 2007 (soit environ 1,6 milliard d'euros), plus de 43 000 employés à travers le monde, 1 620 points de vente et la distribution d'autres marques comme *Sloggi*, *Valisere* ou *HOM*, la société allemande est un des leaders mondiaux de la confection de sous-vêtements. Rien de plus normal qu'une entreprise de cette taille s'engage, via un code de conduite, à respecter les

droits des travailleurs qui fabriquent ses produits. Dès lors, comment expliquer que des ouvriers thaïlandais qui avaient constitué des syndicats représentatifs dans leur usine se retrouvent soudain à la porte, sans négociation préalable, alors qu'au même moment d'autres usines non syndiquées sous-traitantes de la marque voient leur effectif augmenter ?

Des milliers de licenciements irréguliers

En mai 2009, un fabricant de *Triumph* en Thaïlande, *Worldwell Garment Company*, ferme en mettant l'ensemble de ses employés à la porte, sans verser le dernier salaire ni les indemnités de licenciement. Le 29 juin, c'est au tour de l'usine *Body Fashion Thailand*, filiale de *Triumph*, d'annoncer le licenciement d'environ la moitié de ses 4 200 employés. Dans les deux cas, la direction de *Triumph* n'a conduit aucune négociation transparente et anticipée avec les syndicats, comme l'exigent pourtant les normes internationales⁽²⁾ du travail auxquelles la société se réfère dans son code de conduite⁽³⁾.

Interpellée sur ces fermetures soudaines, la marque allemande invoque une réduction de la demande des consommateurs engendrée par la récession économique mondiale. D'où la "nécessité" pour *Triumph* de « réduire la production afin de s'aligner sur les commandes des clients et de répondre aux besoins d'une bonne gestion des affaires »⁽⁴⁾. Mais selon les organisations syndicales locales, l'objectif réel de *Triumph* est

La direction de Triumph n'a conduit aucune négociation, comme l'exigent pourtant les normes internationales du travail.

en partenariat avec :



Retrouvez nos Appels urgents sur :
www.peuples-solidaires.org

Contact : info@peuples-solidaires.org

Rédaction / direction de la campagne :
Secrétariat de Montreuil
2B rue Jules Ferry - 93100 Montreuil (01 48 58 21 85)

Impression / diffusion :
Secrétariat de Rennes
10 quai de Richemont - 35000 Rennes (02 99 30 60 53)

POUR EN SAVOIR PLUS

Partenaire local : la **Thai Labour Campaign**

www.thailabour.org

Organisation thaïlandaise de défense des droits des travailleurs, la *Thai Labour Campaign* a été créée en 2000. Elle a pour priorités la liberté syndicale, les droits des migrants, les droits des femmes et les conséquences des accords de libre échange. En 2006, Peuples Solidaires avait lancé un WebAppel Urgent en soutien à sa directrice, Lek Yimprasert, accusée de diffamation par l'entreprise Publicis. La multinationale avait retiré sa plainte.

Appel en lien avec...

La *Clean Clothes Campaign*
www.cleanclothes.org

Le Collectif *Ethique sur l'étiquette*
www.ethique-sur-etiquette.org

Le passif de **Triumph**

Ce n'est pas la première fois que l'entreprise *Triumph* est épinglée en matière de droits de l'Homme. En 2002, *Triumph* restait présente en Birmanie (Myanmar) malgré l'appel du Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi demandant aux entreprises de quitter le pays dans un contexte où la junte profitait des investissements étrangers pour renforcer son pouvoir. Suite à l'Appel Urgent lancé par Peuples Solidaires et d'autres organisations (Appel n°234 du 4 avril 2001), la firme s'était toutefois retirée.

ECRIVEZ !

Compte-tenu du contexte particulier de cet Appel, la **"lettre de soutien"** habituellement envoyée au partenaire a été remplacée par une seconde lettre de protestation.

Modèles de lettres : vous pouvez les découper ou les recopier en les adaptant à votre propre style.

Affranchissement: envoyez directement vos courriers au Premier Ministre (tarif postal : 0,85 €) et à *Triumph* (tarif postal : 0,56 €).

Délai de réaction : dès réception, et jusqu'au 30 novembre 2009

- d'entraver la syndicalisation dans ses usines. En effet, en même temps qu'elle ferme les départements et les usines dans lesquelles les syndicats sont les plus forts, la firme augmente la production dans une autre usine sous-traitante du nord du pays, où aucun syndicat démocratiquement élu n'est implanté...

Manifestants réprimés, leaders syndicaux accusés

Voilà plus d'un an que les syndicats de *Triumph* en Thaïlande sont victimes de comportements antisyndicaux de la part de la direction des usines. Suite aux annonces de la multinationale, ils décident de manifester. Le 27 août dernier, des centaines de travailleurs et représentants syndicaux se rassemblent donc devant le Parlement thaïlandais pour remettre une pétition au Premier Ministre, Abhisit Vejjajiva. Mais ce dernier refuse de les rencontrer. Pire encore, les forces de police utilisent contre les manifestants un « dispositif acoustique de grande portée », une arme militaire controversée émettant des sons à très haute intensité qui provoquent des douleurs insupportables et peuvent causer de graves lésions auditives. De plus, la police émet des mandats d'arrêt contre Bunrawd Saiwong, secrétaire du syndicat *Triumph International Thailand Labour Union (TITLU)*, Jitra Kotchadej, consultante indépendante du TITLU, et Sunthorn Boonyod, responsable de l'organisation syndicale *Labour Congress Centre for Labour Unions of Thailand*, accusés d'avoir violé une loi relative à la sécurité intérieure. Or cette loi, qui interdit les manifestations de plus de dix personnes dans le district de Dusit à Bangkok, est très critiquée par les organisations de défense des droits de l'Homme car elle entrave abusivement les libertés de rassemblement et d'expression. Afin d'affronter cette situation, les organisations thaïlandaises en appellent doublement à notre solidarité pour interpeller *Triumph International* et le Premier Ministre thaïlandais sur leurs responsabilités respectives.

Accusés d'avoir violé une loi relative à la sécurité intérieure (...) qui interdit les manifestations de plus de dix personnes.

(1) "Déclaration de mission" de *Triumph International* du 1^{er} novembre 2007

(2) En particulier les dispositions de la Convention n° 158 de l'OIT et des principes directeurs de l'OCDE qui exigent des entreprises qu'elles négocient, mettent en place un plan de réduction de personnel avec le syndicat, et fournissent des informations détaillées justifiant les décisions qui sous-tendent ce plan.

(3) Ce code est téléchargeable (en anglais) sur : www.triumph.com/nl/cw_assets/gwf_pdf/Code_of_Conduct_GB.pdf

(4) Propos rapportés par Joe Ayling dans "Triumph announces 3,616 job losses in Asia", *Just-style*, 29 juin 2009

Nom Prénom : **Date :**

Adresse :

Dear Prime Minister Abhisit Vejjajiva,

I have been informed by *Peuples Solidaires* and *Ethique sur l'étiquette* (CCC France) of the arrest warrants issued by the Dusit Police Bureau against Jitra Kotchadej, Sunthorn Boonyod, and Bunrawd Saiwong, three labour rights activists accused of inciting unrest for participating in a peaceful protest against the dismissal of nearly 2000 workers at Body Fashion Thailand, a wholly-owned subsidiary of Triumph International.

I am very concerned that the arrest warrants are being used to suppress peaceful assembly and freedom of speech in a case of labour rights violations committed by a European multinational corporation. I am also alarmed by reports of excessive police brutality as evidenced by use of a military weapon, the "Long Range Acoustic Device" (LRAD), against the peaceful protesters.

I therefore urge your government to:

- withdraw the arrest warrants against J. Kotchadej, S. Boonyod and B. Saiwong with immediate effect;
- investigate the use of LRAD by the police on August 27, 2009;
- ensure that Triumph subsidiaries and subcontractors abide by international standards regarding dismissals;
- ensure the right to peaceful assembly and freedom of speech to union leaders and workers.

Signature :

Sincerely,

Nom Prénom : **Date :**

Adresse :

Monsieur,

J'ai été informé/e par *Peuples Solidaires* et le *Collectif Ethique sur l'étiquette* (CCC France) de la fermeture, en mai dernier, de Worldwell Garment Company Ltd, sous-traitant de Triumph International en Thaïlande, et de votre intention de réduire considérablement les effectifs de la filiale Body Fashion Thailand.

Je suis extrêmement préoccupé/e par les informations selon lesquelles :

- les ouvriers de WGC n'auraient été ni indemnisés ni payés pour leur dernier mois d'activité
- le plan de restructuration de BFT n'aurait pas fait l'objet de négociations préalables avec le syndicat.

De plus, ces licenciements ont lieu dans des usines où des syndicats démocratiquement élus étaient implantés alors que d'autres entreprises voient leur effectif augmenter, ce qui pourrait être assimilé à une politique délibérée de répression syndicale.

Je vous demande donc d'intervenir dans vos filiales et d'user de votre influence auprès de vos sous-traitants thaïlandais pour que ces décisions de réduction d'effectifs soient renégociées avec les syndicats concernés, comme le prévoient les normes internationales relatives aux licenciements.

Je vous prie d'agréer, Monsieur,
mes salutations distinguées.

Signature :

Traduction du texte de la lettre de protestation au Premier Ministre de Thaïlande

J'ai été informé/e par *Peuples Solidaires* et le *Collectif Ethique sur l'étiquette* des mandats d'arrêts émis par le Bureau de police de Dusit le 28 août 2009 contre Jitra Kotchadej, Sunthorn Boonyod, et Bunrawd Saiwong, trois défenseurs des droits des travailleurs accusés d'incitation aux troubles pour avoir participé à une protestation pacifique contre le licenciement de près de 2000 travailleurs de Body Fashion Thailand, filiale de *Triumph International*.

Je suis extrêmement préoccupé/e par ces mandats et crains qu'ils soient utilisés pour supprimer les libertés de rassemblement pacifique et d'expression, dans une affaire de violations des droits des travailleurs commises par une multinationale européenne. Je suis également inquiet/e du recours qu'aurait eu la police à une violence excessive, et notamment de l'utilisation d'un « dispositif acoustique de grande portée » (DAGP) contre des manifestants pacifiques. Je vous exhorte donc à :

- retirer immédiatement les mandats d'arrêts émis à l'encontre de J. Kotchadej, S. Boonyod et B. Saiwong ;
- enquêter sur l'utilisation du "DAGP" par la police le 27 août 2009 ;
- vous assurer que les filiales et sous-traitants de *Triumph* respectent les normes internationales relatives au licenciement;
- garantir les libertés de rassemblement pacifique et d'expression des syndicalistes et des travailleurs.

Merci de votre solidarité !

Utilisez le coupon ci-contre pour soutenir cette campagne et/ou - si vous n'êtes pas encore signataire - recevoir nos prochains Appels Urgents (5 ou 12 par an selon votre choix).

Prime Minister Abhisit Vejjajiva
Secretariat Of the Prime Minister Office
Thai Government House
Phitsanulok Road, Dusit
Bangkok
THAILANDE

Fax: +662 282 8558



Monsieur SPIESSHOFER
CEO, Triumph International AG
Président du Conseil d'administration de Triumph
France
69, Boulevard d'Europe
67217 OBERNAI CEDEX
Fax: 03 88 95 53 70



PARTICIPEZ A NOS CAMPAGNES DE LETTRES



Appels Urgents N°330
10, quai de Richemont - 35000 Rennes

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

ENGAGEMENT

- Je participe aux actions de Réseau-Solidarité
 - en répondant à 5 appels par an
 - en répondant à tous les appels (entre 12 et 15 par an)

Date et signature :

- Pour soutenir financièrement l'action de Réseau-Solidarité,
Je joins un chèque de euros

Cette participation est facultative. Les dons à Réseau-Solidarité sont déductibles des impôts à hauteur de 66% (dans la limite de 20% du revenu imposable).

- Je souhaite recevoir davantage d'informations sur Réseau-Solidarité.